NOUVELLE REVUE
THÉOLOGIQUE

69 N° 4 1947

À travers la résistance du clergé catholique pendant la seconde guerre mondiale

Édouard HAMBYE

p. 390 - 411

https://www.nrt.be/it/articoli/a-travers-la-resistance-du-clerge-catholique-pendant-la-seconde-guerre-mondiale-2839

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2024

A TRAVERS LA RESISTANCE DU CLERGE CATHOLIQUE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

FAITS ET REFLEXIONS

Voilà bientôt deux ans qu'a pris fin en Europe la seconde guerre mondiale. A mesure que s'éloignent ces événements, nous pouvons mieux en saisir les proportions. Le chauvinisme, le patriotisme exacerbé font place chez les meilleurs à des vues plus exactes des réalités vécues. De partout, les témoignages surgissent pour raconter les hauts faits de la « Résistance » et pour en préciser l'apport effectif à la victoire commune. Les catholiques de leur côté commencent à mettre en lumière les multiples combats soutenus par leur clergé et leur laïcat. C'est nécessaire! Car, au delà des obligations du vrai patriotisme, la lutte se colorait cette fois d'un caractère nettement idéologique.

Nous ne songeons pas à présenter ici une histoire du clergé catholique durant cette période. La trop grande proximité des événements et le défaut de documents, tant du côté ennemi que de celui de l'Eglise, s'opposent à un tel travail pour l'ensemble de l'Europe. Doit-on s'interdire cependant tout essai de synthèse? Ne peut-on pas recueillir quelques faits saillants, indiquer certaines lignes de conduite plus remarquables? Plusieurs livres publiés sur le sujet nous y invitent. Sans nous limiter à un seul pays, ce sera la Belgique qui attirera d'abord notre attention.

« Rien ne vaut l'honneur », telle fut l'apostrophe tranchante que S. Em. le cardinal Van Roey adressa au général von Falkenhausen, alors gouverneur allemand de Belgique (Lettre du 4 juin 1943). Phrase certainement pesée et qui est tout un programme! M. Henri Haag a eu l'heureuse idée de la choisir comme titre de son livre sur la résistance de l'Eglise en Belgique (1).

Trois parties divisent l'ouvrage : l'Eglise et la patrie ; l'Eglise et la souffrance ; l'Eglise et les âmes. Pages rédigées avec sérieux et qui témoignent à chaque pas d'un grand souci d'information. Dans les premiers chapitres, M. H. Haag expose les attitudes de principe prises, dès avant le conflit, par l'Eglise belge en face du nazisme, plus particulièrement en face de ses succédanés « nationaux ». Les catholiques, le clergé, et en premier lieu l'épiscopat ne furent pas dupes des attitudes cauteleuses et des déclarations à

(1) Henri Haag, *Rien ne vaut l'honneur, L'Eglise belge de 1940 à 1945*, Bruxelles, Edition universelle, 1946, 20 × 14 cm.

double sens des rexistes et des V.N.V. Même avant que Rome n'eût condamné l'État totalitaire, nos évêques virent clair dans le jeu de certains. Ils mirent au ban du catholicisme leurs méthodes et leurs principes. Si cette condamnation atteignait directement des mouvements politico-spirituels du pays, elle visait en même temps leur inspirateur naziste ou fasciste.

L'invasion des armées allemandes, véhicules d'une « religion » plus dangereuse que les armes, trouva le clergé belge prêt à la résistance idéologique. Comme le montre l'auteur, cette résistance dut se traduire bien vite dans les faits. Un point ressort clairement de ces pages : la prudence, dont se départissent rarement les chefs de l'Eglise, leur fit éviter toute bravade ; mais le grand nombre de prêtres engagés dans la lutte directe contre le nazisme montre combien l'Église belge s'est refusée à toute compromission. Les religieux, comme les prêtres séculiers, ont pris une part importante à la lutte. Notons-le cependant : le clergé séculier a le mérite de posséder le plus de résistants. La position sociale des prêtres diocésains leur permettait des contacts, leur assurait une liberté d'action et de responsabilité, dont les religieux ne pouvaient normalement bénéficier. M. Haag nous détaille de façon alerte, et combien intéressante, les grandes actions du clergé résistant.

Il existe aussi une forme de lutte plus spirituelle, et au demeurant plus efficace. Avant tout, les centaines de sermons, les conférences au clergé, aux membres de l'Action catholique, tous composés pour réfuter les doctrines néo-païennes, pour en détruire les mauvais effets dans les esprits. Plus encore : l'aide aux victimes immédiates des principes nazis, les juifs ; dès l'été 1942, ils étaient traqués sans pitié. Aussitôt évêques et prêtres, maisons religieuses de tout genre leur cherchent un abri, des secours en argent et en nature. Même les Cures pour enfants débiles de la J.O.C. cachent de jeunes israélites : outre une protection, ils y rencontrent un milieu de leur âge, et peuvent y restaurer une santé parfois bien délabrée.

Autre aspect de la charité. Chaque mois voit grandir le nombre de réfractaires, de maquisards et de poursuivis de toute classe. Que de souffrances à soulager, d'âmes à fortifier ! L'Eglise belge ne restera pas insensible. Ne doit-elle pas tirer les conséquences pratiques de son « non possumus » ? De l'aveu même du trop célèbre Reeder, la protestation des évêques contre la déportation « provoqua une recrudescence considérable de la résistance active ; le nombre des réfractaires a augmenté considérablement ». Cacher les uns, aider les familles de ceux qui ont dû partir pour le Reich-Moloch, ou qui ont réussi à s'échapper ; organiser ensuite les secours pour les réfractaires eux-mêmes, livrés à l'inconnu d'un lendemain peut-être tragique, au moins incertain ; soutenir le courage des déportés, leur

donner la fierté de leur nom chrétien ; autant de formes de résistance que M. H. Haag nous retrace avec précision.

Un fait différencie nettement la situation de 1940-1944 de celle de 1914-1918 : l'existence de l'Action catholique et la multiplication dans le pays des organisations sociales chrétiennes. Vite suspects d'antinazisme, ces mouvements furent contraints de suspendre leur activité publique mais continuèrent leur action dans la clandestinité ; ils ont été un énorme appoint dans l'aide aux victimes de l'occupation en Belgique. Participant avec cœur à la lutte nationale, leurs membres unirent leurs initiatives à celles des organismes officiels ou dépendant d'anciens partis. Collaboration fraternelle, encouragée par le clergé lui-même, comme nous le montrent les multiples exemples apportés par l'auteur. Tel l'abbé Goor, directeur des œuvres sociales de l'arrondissement de Charleroi (p. 121-123) ; aux premiers temps de la déportation, il arrache beaucoup d'ouvriers à la Werbestelle ; quand le contrôle de celle-ci se resserre, il organise un service d'aide aux réfractaires de sa région. Il doit bientôt partager leur vie clandestine. Le voilà enfin adjoint de M. Lessinnes, chef socialiste, fondé de pouvoir du Service Socrate et chargé de la distribution de l'argent de Londres aux organismes patriotiques, principalement à ceux qui s'occupent des réfractaires ; tantôt l'abbé remplace son chef, tombé malade, tantôt il transporte, à la barbe des *Feld-grauen*, les *millions « sauveurs »*.

Dès 1941, les Belges de l'intérieur, ne pouvant se contenter d'une activité de résistance à longue échéance, voulurent montrer, tant aux Alliés qu'à l'occupant, que leur patriotisme entendait lutter militairement ou se préparer à lutter un jour militairement contre l'envahisseur. De là, la formation progressive de ces multiples associations, où l'esprit combatif et l'esprit particulariste se mêlaient au plus haut point ! Heureusement, pour l'unité d'action, quelques organismes peu à peu s'imposèrent : A.S. (Armée secrète), M.N.B. (Mouvement national belge), F.I. (Front de l'Indépendance), M.N.R. (Mouvement national royaliste), etc. Parmi ces groupes, « à notre connaissance, écrit M. H. Haag, seule l'A.S. posséda un corps d'aumôniers parfaitement organisé » (p. 62). Dès 1943, l'aumônerie de l'A.S. est amorcée ; elle reçoit l'approbation directe du cardinal Van Roey, au printemps de 1944 (p. 59). Un prêtre de l'archidiocèse, M. l'abbé Dessain, remplit les fonctions d'aumônier en chef. Aumônerie qui exige souvent plus qu'un simple apostolat auprès de soldats entraînés et organisés par ailleurs. Ici, tout est souvent à faire ; sans compter que l'aumônier est parfois le fondateur de sa propre section d'A.S. Dans les Ardennes surtout, curés et vicaires, religieux des couvents disséminés dans les provinces de Namur, de Liége et du Luxembourg, servent d'officiers de liaison, d'agents de renseignements, hébergent leurs hommes, etc. Lors de la mobilisation intérieure d'août 1944, beaucoup

d'aumôniers de 1940 reprennent leur tenue militaire ; d'autres prêtres se contentent d'arborer le brassard réglementaire. Ils partent alors pour plusieurs semaines, accompagnent leurs hommes, quitte à être massacrés comme le P. Lange à Sohan (p. 77), ou l'abbé Coméliau à Forest (p. 78). L'A.S. possédait-elle seule des prêtres dans ses rangs? Pas du tout. Même le F.I., qui a paru en plusieurs endroits l'émanation d'un parti, compta parmi ses premiers chefs deux abbés, MM. Bolland et Bourguignon, A.M. (p. 62). Au cours des derniers mois de l'occupation, le M.N.B. fut pratiquement dirigé par le P. Camille J. Joset. Son père, principal dirigeant de ce mouvement, résistant de 1914-1918, venait d'être déporté en Allemagne (p. 64). Quant au M.N.R. et aux autres groupes, ils trouvèrent si-*non des chefs, au moins des collaborateurs actifs dans le clergé.* Mais, à part l'A.S., le rôle des prêtres dans les autres secteurs fut davantage un rôle de « résistants » que d'aumôniers.

L'aide morale aux familles des prisonniers de guerre, voici encore une organisation, trop oubliée déjà, mais qui nous paraît avoir une grande importance, insuffisamment marquée par M. H. Haag. Sous la direction pratique d'anciens aumôniers militaires, elle permit à des milliers de familles de se maintenir dans la dignité morale et dans la décence matérielle. Et n'est-ce pas une forme authentique de résistance que de sauver moralement et physiquement les foyers de ceux que l'ennemi, dans un but de division et de défaitisme, gardait derrière les barbelés (plus de 70.000)?

Cet héroïsme indéniable de tant de prêtres belges, nous pouvons le constater, quasi au jour le jour, dans le livre publié par quelques professeurs du Grand Séminaire de Tournai (2). L'ouvrage comprend trois sections : 1) La vie religieuse, l'enseignement de l'Eglise, et ses institutions, enfin sa conduite devant les partis collaborationnistes, le tout groupé sous le titre de « Primauté du spirituel » ; 2) « L'exercice de la charité », c'est-à-dire l'Eglise de Tournai engagée dans son rôle de sauveur des âmes et des corps ; 3) « La Rançon » enfin, ou le palmarès des souffrances, des pertes matérielles, des victimes des bombardements ou de la Gestapo.

Déjà précieux par les détails circonstanciés et les statistiques qu'il renferme, cet ouvrage offre un mérite particulier et assez original dans ce genre de littérature. Chaque exposé est précédé d'un aperçu doctrinal du problème : valeur de la prière, l'Eglise et la politique, etc. Tout à fait suggestif est, à cet égard, l'essai de justification morale de la « Résistance » (p. 193-196). Dans ces quelques pages, l'auteur, M. l'abbé Luypaert, pose nettement le problème : comment

(2) *Le diocèse de Tournai sous l'occupation allemande,* par les professeurs du Séminaire de Tournai. Tournai, Casterman et Séminaire Episcopal, 1946, 22 × 15 cm., 394 p. Prix : 90 frs.

concilier la charité envers tous les chrétiens, tous les hommes, amis ou ennemis, cet amour des ennemis, marque distinctive des disciples du Christ, et les devoirs du patriotisme le plus éclairé? L'auteur répond sans détour : les droits de la charité sont irréfragables, mais il faut que le chrétien comprenne la charité dans toute sa plénitude. Les attitudes trop simples sont souvent fausses. C'est le cas dans le problème ici posé. La charité ne saurait voisiner avec l'injustice ; bien plus, elle exige, pour être elle-même, la réparation de l'injustice, au besoin par la force au service du droit. Tout chrétien donc, si nous comprenons bien l'auteur, est « résistant » par essence à n'importe quelle forme d'oppression. Il aime à ce point son prochain persécuté, il veut si bien convertir l'ennemi dans l'erreur, qu'il aura à cœur de rendre au premier ses droits, de faire sentir au second qu'il se trompe. En d'autres termes, l'authentique charité chrétienne ne suppose ni la faiblesse, ni encore moins la « collaboration ». L'exposé nécessairement restreint de M. l'abbé Luypaert ne permet pas toujours à ses explications la clarté désirable. Mais cette courte étude reste à tout prendre remarquable ; que nous sachions, elle est neuve, sinon de doctrine, au moins d'application au problème de la « Résistance » ; si pareille prise de position s'était multipliée dès les premières années de l'occupation, plusieurs malentendus auraient été évités.

Au chapitre II de la première section, M. le chanoine Dermine, bien connu de nos lecteurs, démontre l'importance de la prédication sous le joug allemand. En de nombreuses circonstances, elle remplaça la presse catholique interdite. Dès juin 1940, Mgr Delmotte, alors évêque de Tournai, parcourut la plupart de ses paroisses ; il donna à ses prêtres le ton général de la résistance spirituelle au régime nouveau (p. 85) : consignes claires, mises au point sans équivoque contre les dangers de l'heure, surtout ceux de la propagande allemande et collaborationniste. Dans cette inspiration première, le clergé tournaisien puisa de nombreux thèmes de sermons.

Le dernier chapitre est consacré aux victimes de la guerre parmi le clergé. Vingt prêtres et religieux sont morts fusillés ou assassinés par l'ennemi, ou encore des suites de l'internement en Allemagne. Parmi ces victimes, deux figures nous paraissent résumer ce que les prêtres de Tournai ont fait pour leur diocèse et leur pays. L'un est l'abbé Maurice Fiévez, curé de Pont-à-Celles, mort à 53 ans au camp de Flossenburg. Ancien combattant de 1914-1918, ordonné prêtre en 1918, le voilà, en 1939, curé à Pont-à-Celles. « Il déploie pendant trois ans une activité qui dépasse toute vraisemblance et touche au prodige » (p. 291 et 292). Membre ardent de plusieurs organismes clandestins, il est trahi et emprisonné à Charleroi. En septembre 1944, la Gestapo le transférait en Allemagne. Sa nécrologie contient bon nombre d'extraits d'un journal de pri-

son : la profondeur de vie surnaturelle qui s'y révèle en fait désirer la publication *in extenso*. Il s'agit d'une âme déjà très purifiée, mais restée profondément humaine, si soucieuse d'autrui. Le massacre du chanoine Pierre Harmignie (p. 303-309), en compagnie de 18 otages de Charleroi, est un des sommets de la résistance dans le Hainaut. Prêtre éminent, ancien professeur de philosophie morale à l'Université catholique de Louvain, il était entré sur le tard, mais avec quel succès, dans le ministère comme doyen de Charleroi (1938). Tout le Hainaut connaît maintenant ses *ultima verba* : « Je meurs, nous mourons tous, pour que le Bon Dieu fasse régner la paix dans le monde et que les hommes s'aiment entre eux » (3). Pareils sacrifices ne peuvent être inutiles. Ils expriment à quel point des prêtres se sont identifiés avec la résistance de tout un peuple contre l'injustice. Ils indiquent surtout que le domaine par excellence du clergé résistant en Belgique fut l'opposition spirituelle allant jusqu'à la mort (4).

La résistance du clergé catholique se modela nécessairement sur les circonstances propres à chaque nation. L'occupant, en effet, si désireux fût-il de conquérir, tint compte des luttes internes des diverses nations avant la guerre, comme aussi du rôle plus ou moins important joué par le clergé catholique dans la vie du pays occupé. Toutes ces causes et d'autres encore expliquent des réactions parfois divergentes.

Les nations sœurs, la Belgique et la Hollande, englobées cette fois dans le même malheur, contre-attaquèrent avec la même énergie les entreprises d'un ennemi sans vergogne. Mais celui-ci se montra dans les Pays-Bas beaucoup plus persécuteur ; il accorda pleins pouvoirs aux nazis autochtones, aux membres du « Nationaal-Socialistische Beweging », le N.S.B. de Mussert ; son but ultime fut de créer l'État totalitaire et satellite hollandais ; aussi, les positions durent-elles être dès le début nettement tranchées. La situation fut différente en Belgique : durant les six premiers mois de l'occupation, les Allemands tentèrent de paraître « autres » que leurs devanciers de 1914 ; ils évitèrent d'appuyer trop officiellement les partis pro-nazis. Au cours de la même période, l'esprit public en Belgique était encore assez troublé : la capitulation de l'armée, l'incertitude politique, la réserve

(3) Une brochure de 60 pages a été publiée chez Beyaert à Bruges en juillet 1945, sous le titre : *In memoriam, le chanoine Pierre Harmignie.*

(4) Un autre martyrologe diocésain a paru fin 1945. *Prêtres de Dieu livrés aux bêtes et au feu,* par M. l'abbé Josse Alzin, aux Editions du Rendez-Vous. Il contient les notices de 26 prêtres de Namur et du Luxembourg, morts pour la patrie. Tous sont prêtres du diocèse de Namur, sauf un Jésuite, le P. Biot, et 3 Pères Blancs. L'un des prêtres séculiers est certainement le Benjamin des prêtres martyrs de Belgique : l'abbé Robert Nicolas, mort à 24 ans, cinq mois après son ordination sacerdotale.

montrée par l'occupant, toutes ces causes déconcertaient de nombreux esprits, même parmi les plus avertis. Publiquement, les positions de l'Eglise belge n'eurent donc à s'affirmer que plus tard.

Cette divergence d'adaptation ressort de la lecture des deux ouvrages capitaux en la matière : le premier traite de la lutte des évêques hollandais contre le nazisme ; dans le second, Monsieur le Chanoine Leclef publie les documents émanés de l'archevêché de Malines durant la seconde guerre mondiale.

Ecrit par un P. Franciscain, le Mag. Dr. S. Stokman (5), l'ouvrage néerlandais comprend deux parties : le récit circonstancié de la résistance épiscopale et les documents qui l'illustrent.

Dès le 6 mai 1936, les évêques de Hollande avaient interdit les sacrements aux membres du N.S.B. (p. 23). Sous l'occupation, ils maintinrent les mêmes défenses : à aucun prix les adhérents des six principales organisations sociales catholiques ne pouvaient accepter de devenir membres du parti (p. 27). Le 13 janvier 1941, l'épiscopat rappelle l'interdiction des sacrements aux N.S.B. ; il l'étend aux membres des organismes récemment créés par l'occupant (Nederlandsche S.S., etc.) (p. 41 et document 10). Défense qui allait jusqu'au refus de l'enterrement religieux si le défunt n'avait pas publiquement rétracté son erreur. Les curés devaient écarter toute manifestation politique de leurs églises.

Une des caractéristiques du catholicisme néerlandais est le nombre et la puissance de ses organisations sociales et culturelles. Le nazisme s'était juré de les supprimer. Avec une extrême énergie, les évêques les défendirent. La meilleure preuve en est la lettre pastorale du 25 juillet 1941 (p. 76 et document 21) : elle condamne la suppression arbitraire et violente des syndicats chrétiens, ainsi que le national-socialisme qui tâche de se substituer à l'idéal catholique. Cette fois, le coup est direct, la lutte est pleinement engagée.

Instructions fréquentes au clergé, lettres pastorales du 8 septembre 1941, du 1er mars 1942, du 10 avril 1942, etc., protestations auprès des secrétaires-généraux, appels au commissaire du Reich, Seyss-Inquart : il n'y a pas de mois où, sous une forme ou sous une autre, les évêques hollandais ne s'opposent, individuellement ou en corps, aux tentatives de nazification et de germanisation.

Note officielle de Mgr de Jong, archevêque d'Utrecht, en mars 1942, précisant les interdictions antérieures d'entrer dans les divers mouvements pro-allemands et collaborationnistes (association de presse, syndicats uniques, etc.) ; note qui mettait en garde les directeurs d'écoles contre toutes les formes de propagande nazie (affiches, uniformes) que l'archevêque interdit rigoureusement (docu-

(5) Mag. Dr. S. Stokman, O.F.M., *Het verzet van de Nederlandsche Bisschoppen tegen Nationaal-Socialisme en Duitsche Tyrannie*, Utrecht, Het Spectrum, 1945, 12 × 14 cm.

ment 38). Circulaire au clergé, publiée par l'épiscopat : elle avertit les responsables de l'enseignement confessionnel des tentatives larvées du régime, travaillant sous le couvert du N.S.B. (document 42). Lettre pastorale commune du 10 avril 1942 condamnant sans appel le service du travail et précisant les raisons de l'opposition : « les théories nationales-socialistes contredisent directement le christianisme ; elles forment une atteinte très sérieuse à notre foi et à nos mœurs chrétiennes. Voilà pourquoi un service du travail inspiré par le national-socialisme offre de terribles dangers pour notre jeunesse » (p. 91-92 et document 44). Avec la solennelle protestation contre les déportations (12 mai 1943), nous sommes au plus fort de la lutte : « Une conception du monde, en opposition directe avec le christianisme, cherche, depuis trois ans déjà, à opprimer par tous les moyens notre peuple... ! » (p. 123 et document 71). Après la victoire, l'épiscopat hollandais publia une lettre collective d'action de grâces ; il pouvait non sans raison s'y féliciter de la lutte menée par lui contre le nazisme, un moment triomphant, et qui s'essaya « à écraser notre peuple de toutes manières, notamment dans le domaine spirituel » (29 juin 1945) (p. 166 et document 189).

Des nombreuses initiatives du clergé catholique hollandais, en voici deux particulièrement originales et presque sans parallèle dans les autres pays occupés. Il s'agit d'abord du « Fonds des nécessités spéciales » (p. 142-147 et documents 22, 27, 38, 46 et 55), caisse de secours qui doit son origine à une collecte ordonnée par l'épiscopat, le dimanche 29 juin 1941, pour subvenir aux besoins des Juifs persécutés. Dès son apparition, cette œuvre exprimait au mieux l'attitude résistante du clergé à l'occupant. Mais, son rayon d'action s'élargit bien vite. Les victimes du nazisme ne cessaient d'augmenter : réfractaires de toute catégorie, anciens dirigeants des œuvres catholiques disparues, chômeurs, familles des déportés, etc. D'autre part, le 28 juillet 1941, l'occupant avait interdit toute collecte sur la voie publique. Un mois après cette mesure, les évêques annoncèrent aux fidèles que désormais, chaque dimanche, chaque fête, ainsi que lors des cérémonies importantes de la semaine, ils seraient sollicités par une collecte, exclusivement à l'intention du « Fonds ». Grâce à ces ressources régulières, l'Eglise sauva de la détresse la plus noire des milliers de malheureux. Fin septembre 1944, plus de huit millions de florins avaient été recueillis. Chose étonnante ! Les Allemands n'osèrent jamais protester contre cette collecte et surtout contre l'application que l'épiscopat en faisait.

Autre initiative intéressante : la multiplication des contacts entre les catholiques hollandais et leurs compatriotes protestants. Des simples rencontres du début, on passe après quelques mois à la création d'un organisme défini, l'« Inter-Kerkelijk Overleg ». Le P. Stokman n'a pas voulu traiter *ex professo* de cette institution (p. 20). C'est

dommage ! Ce qu'il nous en dit au passage, laisse deviner l'importance spirituelle et patriotique de pareilles relations. Deux exemples cités par l'auteur en font foi. Tout d'abord le double entretien réclamé par les Eglises pour protester plus nettement contre les mesures de coercition. Le premier eut lieu le 5 janvier 1942 et mit aux prises les chrétiens avec le secrétaire-général de la Justice, Schrieke. Au cours du second, les délégués des communautés chrétiennes rencontrèrent Seyss-Inquart (17 février 1942). Après avoir écouté la protestation des Eglises, le commissaire du Reich se lança dans une longue tirade, farcie des slogans les moins originaux de la propagande allemande (p. 36-40). Ces deux entretiens précédèrent de six mois la manifestation collective de tous les chrétiens hollandais : le 26 juillet 1942, dans toutes les *églises catholiques et dans bon nombre de temples protestants*, les fidèles entendirent avec fierté leurs chefs religieux s'élever contre l'exode forcé et massif des Juifs (p. 116 et document 49).

Le petit ouvrage de M. H. Haag ne pouvait également s'étendre sur tous les aspects de la résistance du clergé belge. M. le Chanoine Leclef nous fait connaître plus à fond celle des évêques, et en particulier de leur chef, le cardinal Van Roey. Son livre (6) contient les principaux documents, témoins des multiples activités de l'archevêque de Malines et de ses interventions auprès de l'occupant. L'auteur se contente de les replacer dans leur contexte historique immédiat pour en faciliter la compréhension. Grâce aux documents surtout, nous pourrons suivre progressivement l'opposition de l'épiscopat belge aux volontés de l'ennemi et de ses satellites.

Cinq mois après l'invasion du territoire, une lettre pastorale collective indiquait aux catholiques belges le patriotisme essentiel dont leur conduite devait s'inspirer (7 octobre 1940) (7). Cependant, l'envahisseur rejetait le manteau de bon berger, trompe-l'œil dont plusieurs avaient été dupes. Les partis d'ordre nouveau inauguraient une campagne anti-catholique ; elle perdurerait jusqu'aux approches de la libération. Attaques de nature à raidir davantage l'attitude des chefs de l'Eglise. Deux circonstances semi-publiques allaient permettre au Cardinal de le manifester. Le 19 juillet 1941, à Wavre-Notre-Dame, Son Eminence définit sans détours les droits de l'Eglise. En particulier, il réfutait deux erreurs, répandues dans les cer-

(6) *Le Cardinal Van Roey et l'occupation allemande en Belgique*, Actes et Documents publiés par le Chanoine Leclef, Bruxelles, A. Goemaere, 1945.

(7) Appel patriotique qui trouva écho à l'étranger. Les passages les plus remarquables en sont repris dans une brochure publiée en 1944 ou 1945 par l'Office d'Information des Nations-Unies à New-York, *Statements on the War by Religious Leaders of the United Nations*. On y rapporte également la conférence de Wavre-Notre-Dame, la protestation contre les déportations (lettre au général von Falkenhausen), ainsi que les principaux actes des évêques hollandais.

cles de collaborateurs, « L'Eglise s'adapte à tous les régimes » et le « catholicisme politique ». Dans sa péroraison, l'éminent prélat répondait avec une fine ironie à certaines critiques. Un catholique français, résidant en Belgique, lui avait écrit après un voyage en France. « Il avait constaté que là on accepte la situation et qu'on se résigne à la volonté divine, et il me demandait, voyant les catholiques belges désemparés et semblables à des brebis sans pasteur, si personne ici ne pouvait prêcher la résignation à la volonté divine, c'est-à-dire la défaite ». Le correspondant appuyait son propos sur l'exemple du prophète Jérémie ! Au lieu de rechercher des parallèles aussi lointains, pourquoi, demandait le Cardinal, ne pas les prendre dans « l'histoire de son beau pays de France » ? Il exaltait alors le rôle de Jeanne d'Arc, « qui, au nom de Dieu, est venue dire à son pays, non pas qu'il fallait se résigner à la défaite, mais qu'il fallait bouter dehors de France les Anglais » (p. 261-275). Tout le monde comprit qu'il fallait voir dans les Anglais, occupants d'alors, le symbole des Allemands d'aujourd'hui.

Un mois plus tard, nouvelle occasion d'exprimer le pourquoi de l'incompatibilité des doctrines et méthodes nazies avec le catholicisme. Le 29 août 1941, à Malonne, aux journées d'études de la J.E.C., le Cardinal dénonça les persécutions qui sévissaient plus que jamais au Grand Duché de Luxembourg. Prévoyant l'éventualité de semblables événements en Belgique, il exhortait ses centaines de jeunes auditeurs à rester fermes dans la foi et dans sa fidélité à l'Eglise. Il réfuta à nouveau le slogan du « catholicisme politique ». Assistant moi-même à cette conférence, à plusieurs reprises je perçus dans l'auditoire un frisson de fierté chrétienne et patriotique. La parole du Cardinal était si tranchante, ses allusions si évidentes ! Tous en sortirent réconfortés, assurés que nos chefs spirituels tenaient haut le drapeau de la résistance (p. 277-289).

Certes, l'attitude modérée de plusieurs occupants, surtout de militaires, la tension souvent aiguë entre ces derniers et le « parti » obligeaient les évêques à garder une certaine mesure dans l'expression de leur résistance. Pourtant, dès que l'ennemi se comportait avec violence, l'épiscopat réagissait avec fermeté.

Au début de 1941, les agissements rexistes et V.N.V. ne laissèrent plus de doute sur les intentions profondes des nazis. Aussi en mai de la même année, puis en décembre, le Cardinal interdit dans toutes les églises les manifestations de caractère politique, que ceux-ci s'efforçaient de susciter, par exemple à l'occasion de funérailles rexistes ou V.N.V. (p. 93-94 et p. 113). Le 8 mai 1942, les évêques belges adressaient au général von Falkenhausen, commandant militaire pour la Belgique et le Nord de la France, une lettre collective. Ils s'élevaient contre les récentes ordonnances obligeant les ouvriers mineurs à travailler le dimanche, une fois sur quatre, et contre la

mise au travail forcé avec son lot de contraintes morales (p. 118-119). A nouveau, le 5 juin, l'archevêque de Malines, parlant au nom de tous ses suffragants, « exprimait sans détours aux autorités allemandes sa pensée sur les thèmes préférés de leur propagande ». Après avoir dépeint la triste situation économique du pays, le prélat s'en prenait aux allégations contenues dans la réponse de von Falkenhausen à la protestation du 8 mai. « Nous n'avons pas, écrivait le Cardinal, à dénoncer un danger lointain et problématique, quand nous sentons tout près de nous, des dangers très réels qui menacent à la fois notre patrie, l'Eglise catholique, et le christianisme, et qui ne proviennent pas du bolchévisme russe ». Quelques lignes plus haut, il avait proclamé : « Comme évêques catholiques, nous nous demandons ce qu'une victoire éventuelle de l'Allemagne réserverait à l'Eglise catholique et au christianisme en Europe et donc en Belgique ». Et de citer à l'appui de cette crainte la phrase des évêques allemands : « Il y va de l'existence ou de la non-existence du christianisme et de l'Eglise en Allemagne » (p. 124-128). Lettre du 5 juin bientôt connue du public belge et recopiée à des milliers d'exemplaires. Elle raidit davantage encore notre peuple devant l'occupant. Le 15 mars 1943, les évêques belges envoyaient à leurs fidèles une nouvelle lettre collective : cette fois, ils condamnaient l'enlèvement des cloches, acte sacrilège qui revêtait de plus un caractère odieux ; le bronze de ces objets sacrés serait transformé en engins de destruction. Plus vivement, s'il se pouvait, les évêques protestaient contre la déportation massive décrétée par le négrier Sauckel. Pareille mesure reposait sur une politique de force, inadmissible pour un chrétien et un patriote. Toute collaboration à l'exécution de ces deux ordonnances était déclarée gravement illicite en conscience (p. 240 et p. 148-149). Ultime démarche qui irrita grandement les adversaires. Ceux-ci se décidèrent à continuer, quelles qu'en fussent les conséquences.

Immédiatement les conflits se multiplièrent sur le terrain pratique. L'Université de Louvain devint le centre du conflit. Après quelques hésitations, les Allemands exigèrent la remise des listes d'étudiants, pour recruter leurs déportés (27 mai 1943) (p. 163-172). Refus catégorique du Recteur Mgr Van Wayenberg, confirmé à Louvain même par le Cardinal le 30 mai, et annoncé par une lettre de ce dernier à von Falkenhausen, le 4 juin. Le 5 juin, les Allemands arrêtaient le Recteur et l'incarcéraient à la prison de Saint-Gilles (Bruxelles) (p. 163-180).

Depuis le milieu de 1943, il n'y eut plus d'interventions marquées de l'archevêché de Malines dans l'ordre de la résistance proprement dite. Tant du côté allemand que du côté catholique, les attitudes s'étaient figées ; il n'y avait plus l'ombre d'une négociation possible. Notons encore trois démarches au retentissement national, celle con-

tre les attentats irréfléchis (17 janvier 1943) (p. 208-209), celle qui, sous forme de lettre pastorale, demandait aux Alliés plus de discernement dans les bombardements (15 mai 1944) (p. 325-327), enfin la lettre pastorale du 12 juin 1944, annonçant aux diocésains de Malines la déportation inique du Roi. Le Cardinal en profitait pour exhorter son peuple au courage en attendant une libération prochaine.

Aux entreprises de l'occupant et de son idéologie les évêques belges résistèrent sans désemparer. Si le régime instauré avec violence en Hollande obligea les évêques de ce pays à des réactions plus senties et qui apparurent plus retentissantes, dans les deux pays les chefs religieux catholiques, haussés au rôle de représentants nationaux, s'imposèrent comme des porte-parole clairvoyants. Suivis par leur clergé (8), ils pesèrent de toute leur autorité pour assurer à leurs compatriotes justice et liberté.

Le clergé allemand mérite-t-il le titre de résistant? A cette question, Mgr J. Neuhäusler, membre du chapitre de Munich (9), répond « oui », dans un gros volume bourré de centaines de documents (10). Dès l'abord, cette tentative apparaît remarquable. A part un livre analogue, publié en Angleterre au début de la guerre (11), il n'existe pas, à notre connaissance, d'autres ouvrages traitant cette question dans son ensemble.

Préfacé par le Cardinal Faulhaber, le volume n'est rien moins qu'une somme, un peu hâtivement rédigée il est vrai, aussi bien des attaques nazies contre l'Église catholique que des réponses de celle-ci, surtout de ses chefs et de son clergé. Les mérites « résistants » de l'A. sont considérables : comme le rappelle Mgr Faulhaber, il partagea la vie de bagnard à Dachau durant les quatre dernières années de la guerre. Internement provoqué par la « spécialité » de l'auteur : il étudiait de trop près « les méthodes de combat du mouve-

(8) Nous ne possédons pas de statistiques générales sur la résistance du clergé hollandais. An contraire, M. le Chanoine Leclef a dressé une liste des prêtres et religieux belges qui furent arrêtés durant au moins plus de 24 heures. Pour chacun, il indique la fonction, le jour de l'arrestation, celui de la libération ou de la mort. Pour beaucoup, il était difficile, au moment où parut le volume, de préciser cette dernière rubrique : bon nombre étaient en Allemagne, dont on ne savait encore s'ils étaient morts ou vivants. La liste compte 401 prêtres diocésains et 150 religieux. A cette époque, 40 d'entre eux étaient connus comme morts soit fusillés, soit ayant succombé d'épuisement en prison.

(9) D'après un communiqué de l'Agence américaine « Associated Press », le 27 février 1947, le prélat vient d'être nommé évêque auxiliaire de Munich.

(10) J. Neuhäusler, *Kreuz und Hakenkreuz. Der Kampf des National-Sozialismus gegen die katholische Kirche und der katholische Widerstand*, Münich, Verlag Katholische Kirche Bayerns, 1946, 24 × 17 cm., 2 parties en 1 vol., 384 p. et 440 p.

(11) *The Persecution of the Catholic Church in the Third Reich. Facts and Documents*, transl. from the German, London, 1940. Une seconde édition a paru à New-York, en 1942. Celle-ci comprend 552 pages de texte serré.

ment satanique ». Cet ouvrage, supposant un effort documentaire considérable, mérite autre chose qu'une sèche énumération. D'autre part, à l'heure qu'il est, est-il possible de décrire, sur la foi de cet unique volume, toutes les vicissitudes de l'Eglise catholique en Allemagne depuis quatorze ans? Nous ne le pensons pas : Mgr Neuhäusler avoue lui-même que son propre essai reste incomplet. Sans vouloir donc résumer la table des matières ou nous ériger en historien de l'Eglise en Allemagne, nous nous contenterons de marquer ici les principales phases du combat. Nous insisterons aussi sur les aspects originaux qu'il revêt et nous signalerons les faits moins connus de nos lecteurs (12).

Dès 1933, le Pape Pie XI sonne l'alerte ! La persécution de l'Eglise en Allemagne débute très méthodiquement en s'en prenant à la jeunesse. Le concordat vient pourtant d'être signé (p. 12) ! En 1935, 1936 et 1937 se multiplient les attaques contre le haut clergé, dans la presse, dans les discours des « grands » du parti (p. 22-41). Çà et là, dans les régions les plus catholiques, les nazis suscitent des manifestations haineuses contre les prélats. Le 25 octobre 1936, des injures, des gestes de haine accueillent le Cardinal Faulhaber à la sortie de l'église Sainte-Croix, à Munich. Le 23 juillet 1938, Mgr Sproll, évêque de Ratisbonne, voit son palais entouré de 3000 néopaïens qui lui crient leurs sentiments anti-chrétiens ; ils pénètrent en partie dans le palais et le saccagent (p. 36-37). En même temps, des « moutons » surveillent les discours et les sermons du clergé, surprennent la moindre allusion défavorable au parti ; celle-ci provoque au moins l'amende, bientôt la prison ou le camp de concentration. Mgr Leffers, curé de Rostock, reçoit des étudiants et leur explique la doctrine de l'Eglise sur la race : ils rapportent la chose à la Gestapo, et voilà le prêtre condamné à un an et demi de prison (p. 44-60). Mgr Neuhäusler cite en entier plusieurs de ces dénonciations, farcies d'extraits de sermons (p. 51-56).

En 1935, les nazis ont décidé de supprimer pour de bon l'école catholique (p. 87-122). En Bavière, elles ont pratiquement disparu deux ans plus tard (p. 95-96 et p. 100-101). L'interdiction au clergé et aux congrégations religieuses d'enseigner ont eu raison des dernières résistances. « Le 1er janvier 1937, 600 religieuses bavaroises étaient d'un seul coup jetées à la rue » (p. 100). Mais, pour se justifier devant le peuple allemand encore trop peu souple, il fallait des motifs éclatants. On les trouva : les procès de devises (depuis l'été 1936) et ceux de mœurs (p. 127-144). D'après l'A., ces derniers aboutirent

(12) L'ouvrage comprend deux parties à première vue bien distinctes. La première traite des attaques du nazisme. Nous y renvoyons par les chiffres des pages, sans plus. La seconde parcourt les principales étapes de la résistance du catholicisme et les moyens dont il s'est servi. Nous y renvoyons par les chiffres des pages, précédés du chiffre romain II.

à condamner 58 prêtres sur les 25.634 que comptait alors l'Allemagne (p. 141). Mais, il est vrai, la technique de l'*ab uno disce omnes* fut exploitée au delà de toute mesure.

Le 26 janvier 1938, le *Völkischer Beobachter* annonçait l'interdiction des Jeunesses catholiques (p. 185-186). Liquidation brusquée, mais préparée par des années de tracasseries, de suppressions partielles, de flatteries aussi, d'arrestations, de brimades de tout genre (p. 165-185). Ne parlons pas des syndicats chrétiens, disparus à l'avènement d'Hitler. Quant à la presse catholique, elle est poursuivie et vinculée jusque dans ses plus humbles expressions : feuilles paroissiales, circulaires pieuses, avis des curés à leurs paroissiens, etc. (p. 198-238). On interdit l'édition de calendriers catholiques (p. 210-213), la vente à domicile des livres et des images religieuses (p. 215) ; sans oublier la censure qui s'exerce avec une rigueur méchante (p. 213 et p. 226-227).

Pour remplacer la religion qu'ils abhorrent, que veulent édifier Hitler et ses comparses? Rien moins qu'une nouvelle secte religieuse. Journaux répandus à profusion, revues tirant avantage des splendides ressources de l'édition allemande (13) ; instructions à la jeunesse (p. 269-270), ou à ses nouveaux éducateurs, aux chefs locaux du parti (p. 260-269) ; autant d'occasions de jeter le discrédit sur le christianisme et sur l'Eglise, d'exalter la nouvelle religion. Le régime n'est d'ailleurs pas très difficile sur les arguments à employer. Tous les moyens sont bons, dès qu'il s'agit de répandre la mystique nationaliste, celle du Führer. Et n'y ont-ils pas réussi...? Partout, trône le portrait du chef ; dans les écoles, il a remplacé le crucifix (p. 253-254). Car, finalement, au delà des théories fumeuses de Rosenberg et de Ludendorf, le nazisme cherche à exalter son fondateur et à porter à son maximum le nationalisme germanique. « Je ne suis ni protestant, ni catholique, je crois uniquement à l'Allemagne », telle est la profession de foi du jeune nazi (p. 255).

Comment le clergé catholique réagit-il devant cette tempête? En juillet 1933, le Vatican avait conclu un concordat avec le gouvernement du Reich. A première vue, ce document semblait sauvegarder les principes essentiels (II, p. 26). Mais on avait considéré sans doute cet accord comme un moindre mal ; car, en juin de la même année, les évêques allemands avaient condamné le nationalisme exacerbé et le patriotisme basé sur la race et le sang. Ils avaient réclamé une entière liberté pour l'Eglise, ses œuvres et ses moyens habituels d'expression et d'action (p. 52-55). Cette lettre ne respirait pas un optimisme serein, tant s'en faut. D'ailleurs, plusieurs années auparavant, l'épis-

(13) L'auteur publie à la page 235-236 une liste des principales revues éditées par les nazis : 8 sont politiques, 3 antisémitiques, 15 à but nettement antichrétien, 5 traitent de questions militaires et 3 s'occupent d'astrologie (!) ; 4 se chargent de répandre les nouvelles doctrines.

copat allemand avait frappé le mouvement hitlérien d'interdictions assez semblables à celles portées plus tard par les évêques hollandais : refus des sacrements, défenses aux catholiques de devenir nazis, etc. L'accession d'Hitler au pouvoir obligea l'Eglise à retirer ces interdictions, mais non sans réserver les droits de l'Eglise (p. 50-51).

Quelques mois après le concordat, le Saint-Siège protestait par voie diplomatique contre les agissements du national-socialisme (4 mai 1934) (p. 28-30). L'apaisement avait été de courte durée ! Dix jours plus tard, note plus sévère encore au sujet des attaques du néo-paganisme, orchestrées par Rosenberg (p. 30). Jusqu'en juin 1936, pas moins de 32 notes, et une vingtaine d'autres documents (« pro-memoria », lettres, etc.) accentuaient la résistance de la Papauté au régime nazi. Le 4 mars 1937, déclaration de guerre de l'Eglise au nazisme : l'encyclique « Mit brennender Sorge », où Pie XI fait le procès des principes et des méthodes nouvelles (II, p. 34-41). Document rendu plus précis encore par la lettre du Cardinal Secrétaire d'Etat, du 30 avril suivant : en dix points, il mettait au net les brimades sans nombre subies par l'Eglise depuis l'avènement du nazisme. Il répondait aussi aux protestations hypocrites envoyées par le Reich après la publication de l'Encyclique (II, p. 42-50).

Les évêques allemands, de leur côté, ne restent pas inactifs. Moins confiants que certains prélats autrichiens (14), ils ne s'étaient forgé aucune illusion sur l'efficacité du concordat et sur le respect d'Hitler à la parole donnée. Signe important de ce sentiment, la lettre pastorale collective du 20 août 1935 : elle constitue une violente attaque contre les iniquités du régime. « Nous n'avons pas de crainte pour l'avenir de notre Eglise, mais tous nos soucis vont à celui de notre peuple et de notre patrie. Notre Eglise a vaincu l'antique paganisme et ne se laissera pas dominer par le nouveau. Il peut cependant arriver que la lumière de la foi abandonne des régions qui ont succombé à l'heure de l'épreuve. Persistons donc à prier pour notre peuple » (II, p. 61). Pessimisme qui s'appuyait sur les encouragements donnés par les chefs du parti aux apostasies en masse (p. 284-286). Enfin, deux ans avant le conflit mondial, cet avertissement solennel du 28 août 1938, « contre la destruction complète de la foi catholique en Allemagne » (II, p. 63-67).

Les lettres pastorales ne sont pas pour les évêques allemands le seul moyen de protestation ou de pression. Réunis à Fulda ou par le truchement des plus représentatifs parmi eux, ils dépêchent à Berlin de longues notes. La première date du mois d'avril 1936, et est adressée directement à Hitler. Sans s'occuper des conséquences,

(14) Il s'agit en particulier de la déclaration du Cardinal Innitzer, publiée le 15 mars 1938, aussitôt rétractée le 6 avril suivant, rétractation qui parut dans l'*Osservatore Romano*. Le Cardinal Van Roey parla de cet incident dans sa conférence du 19 juillet 1941, à Wavre-Notre-Dame (Ch. Leclef, *Le Cardinal Van Roey...*, p. 271).

ils ne craignent pas d'opposer à certains passages de « Mein Kampf » les attitudes d'aujourd'hui (II, p. 74). A la lecture de ce document, on reste cependant étonné de l'espoir que paraissent encore nourrir les évêques. Mais n'était-ce pas là un artifice pour obtenir meilleure audience? Nouvelle note en janvier 1937 : elle se contente de mettre en parallèle les articles du concordat et leurs violations successives (II, p. 94-98).

Mgr Neuhäusler est Bavarois. Aussi s'attache-t-il à souligner la résistance de son diocèse et particulièrement de son chef universellement connu, le Cardinal Faulhaber. Inutile de détailler ici une liste qui serait fastidieuse. Mgr Faulhaber est à la tête de la résistance de l'Allemagne, c'est un fait ; mais il applique dans son diocèse ce qu'il proclame à tous ses concitoyens. Excellent prédicateur, il aimait à lire lui-même ses lettres pastorales et ses protestations dans sa cathédrale. Le retentissement n'en était que plus grand, comme aussi la haine des plumitifs nazis (p. 44, 307 ; II, p. 71, 119-149).

Fut-il le seul évêque allemand à prendre clairement position dans le conflit entre le nazisme et l'Eglise? Non, sans doute. Nous ne pouvons oublier des hommes, comme le Cardinal von Galen, mort l'an dernier, ni l'évêque de Berlin, le Cardinal von Preysing. Il faut y ajouter : Mgr Bornewasser, évêque de Trèves, qui éleva la voix surtout durant la guerre et protesta spécialement contre la suppression des églises en Pologne occupée (p. 294) et contre la confiscation des couvents au Grand-Duché de Luxembourg et en Lorraine (p. 156) ; Mgr Michael Rackl, évêque d'Eichstätt, un prélat prédicateur lui aussi, qui à Ingolstadt, à Neuburg, dans sa ville épiscopale, osait s'exprimer sans ambages : « Pouvons-nous dire que règne en Allemagne un « Kulturkampf »? Je le crois, on peut parler de lutte, quel qu'en soit le nom ; personne qui veuille être sincère et qui voit la vérité en face ne pourra nier que nous vivons en Allemagne une terrible guerre religieuse, que deux conceptions du monde se dressent l'une en face de l'autre et se combattent à la vie à la mort » (II, p. 156-158). Citons aussi Mgr Gröber, archevêque de Fribourg e.B,, célèbre à juste titre par le livre qu'il publia en 1937, *Manuel des questions religieuses actuelles* (15). Il avait en vue les questions soulevées par les essais de synthèse nationale-socialiste et leur refus des principaux dogmes catholiques, de la Bible, etc. (II, p. 201-202).

Le 3 septembre 1939, l'Allemagne entrait dans une guerre qu'elle a voulue, préméditée. Les premiers mois, les trois premières années, elle ira de succès en succès. Atmosphère de victoire qui entraînait les citoyens allemands, catholiques et non-catholiques, vers le vieux rêve de l'impérialisme germanique! Atmosphère qui déteignit particulièrement sur les militaires, même si ceux-ci étaient prêtres ou

(15) Livre publié chez Herder, Fribourg e.B., sous le titre allemand : *Handbuch der Religiösen Gegenwartfragen.*

religieux. Des témoignages formels, datant du début de l'occupation en Belgique, ne nous laissent aucun doute à cet égard. Est-ce à dire que *tous* les catholiques allemands, que la *majorité* de leur clergé se soient bercés de curieuses illusions? Certes pas. Est-ce à dire que les chefs de l'Eglise aient espéré la libération du catholicisme grâce à une victoire définitive du Reich? En aucune façon. Durant les quatre années de guerre totale, l'épiscopat allemand, toujours par la bouche de ses quelques protagonistes, a émis ses plus nettes déclarations contre le nazisme triomphant. Au sommet de cette résistance se place la lettre pastorale collective du 26 juin 1941. On pouvait y lire cette phrase terrible : « Il y va de l'existence ou de la non-existence du christianisme et de l'Eglise en Allemagne ». Avertissement redoutable, repris en particulier par plusieurs évêques ou par plusieurs groupes d'évêques. Un exemple : la lettre pastorale de l'épiscopat bavarois ; d'un bout à l'autre, elle proteste contre l'interdiction des processions, l'enlèvement des derniers crucifix dans les écoles, etc. (17 août 1941) (II, p. 118). Le 22 mars 1942, « le Cardinal Faulhaber lut en personne dans sa cathédrale un appel aux fidèles, voulant par là lui donner plus de poids et éviter tout danger pour ses prêtres » (II, p. 145). Dans cet appel, aucun optimisme, mais un clair résumé de toutes les exactions commises par le nazisme aux dépens de l'Eglise, et de ses fidèles ; exactions qui s'exercent plus âprement que jamais contre les ordres religieux, en Allemagne (Westphalie, Rhénanie, Bavière, etc.) et dans les pays assimilés, dits « volkdeutsche » (II, p. 257-271).

Les hécatombes massives de malades mentaux mirent le comble à la résistance de l'épiscopat allemand. De partout fusèrent les protestations, les appels, les condamnations les plus formelles. Le 3 août 1941, Mgr von Galen prononça un sermon dans sa cathédrale de Münster. Terriblement incisif, il représente les douleurs accumulées dans les cœurs de ses ouailles par ces massacres de leurs êtres chers et innocents (II, p. 365-369). L'archevêque de Fribourg, le cardinal Bertram de Breslau, le cardinal Faulhaber, l'évêque de Limbourg a.L., celui de Trèves envoyèrent tour à tour des lettres de protestation ou s'adressèrent à leurs fidèles, surtout dans les prédications. La lettre collective du 12 septembre 1943 résumait les griefs (II, p. 373-374).

Ultimes protestations qui se perdirent dans le fracas des bombardements et la chute des monuments les plus célèbres de la Germanie. Jusqu'au bout, les évêques étaient restés à la barre, prévoyant les écueils et sentant venir la libération de l'Eglise par la destruction au moins matérielle de leur propre patrie. Terrible dilemme qui était la conséquence de tout un passé dont, après tout, les catholiques d'Outre-Rhin ne partageaient pas l'entière responsabilité. Dans un pays, dans des régions à majorité non-catholique, aux élites universitaires paganisées par les philosophies rationalistes et nationalistes, il était

quasi fatal que les catholiques dussent subir revers sur revers, jusqu'à perdre toute trace de leur vieille influence.

Insister uniquement sur la résistance de la hiérarchie serait injuste. Ses consignes ont été mises en pratique par des milliers de prêtres, de religieux et de religieuses. Ajoutons-le, cette obéissance, ils l'ont payée très cher. Est-ce à dire que tous ont été des héros, qu'il n'y eut aucune compromission, même celle d'une prudence trop soucieuse d'apaisement? Il est difficile de le juger d'après le livre de Mgr Neuhäusler. Une chose ressort clairement de cette histoire du clergé catholique sous la persécution nazie : curés et religieux, directeurs d'œuvres et aumôniers, eux surtout ont soutenu le choc des offensives nazies. Expulsion des religieux enseignants, limitation, puis interdiction du recrutement des congrégations religieuses (septembre 1940) (p. 146-148), confiscation des propriétés des couvents (dans le seul archidiocèse de Breslau, 60 en 1941) (p. 148-159), arrestations, internements, mises à mort comme traîtres, comme ennemis du peuple, comme indignes du nouveau régime, etc.

Fidèles à leur « tradition », les Jésuites ont reçu les premiers coups. En 1936, le gouvernement les impliquait dans des procès de devises. Puis, il les expulse de leurs collèges, de leurs maisons d'œuvres, etc. Longue et savante persécution qui atteignit son point critique en pleine guerre. Le parti, sous le vain prétexte de les libérer pour le ministère, avait décidé de chasser les Jésuites de la Wehrmacht. En fait, ils n'étaient plus dignes, à ses yeux, de combattre pour le peuple allemand. Manœuvre qui échoua partiellement, devant le refus de livrer les listes de Pères mobilisés et grâce à l'opposition de quelques chefs de l'armée (p. 159 et ss.). L'un des membres de la Société mourut martyr à la fin de la guerre. Le P. A. Grimm avait instruit des soldats et critiqué devant eux les doctrines nazies. Dénoncé par ces malheureux, interné par la Gestapo, il fut décapité à Berlin en septembre 1944 (pp. 163-164).

La sinistre police poursuivit de sa haine une congrégation allemande, les Pères Pallottins : sur 700 membres, plus de 50 reçurent diverses condamnations ; 18 se trouvaient à Dachau en 1945 (p. 335 et 349).

Mgr Neuhäusler a réuni quelques statistiques sur les victimes du nazisme dans le clergé. Au 3 mai 1942, Dachau comptait au moins 190 ecclésiastiques catholiques allemands et autrichiens (16). Le diocèse de Linz (Autriche) possédait le record des internés avec 22 prêtres. Le 15 mars 1945, à la veille de sa libération, le même camp tenait enfermés 261 prêtres séculiers allemands et 64 autrichiens (17) (p. 333-349).

(16) D'après la statistique de mai 1942, il y avait à Dachau 18 pasteurs protestants, la plupart curés de paroisses évangéliques (p. 347-348).

(17) Peu de hauts prélats allemands ont subi, semble-t-il, des peines d'internement. Seul, suivant l'auteur, l'évêque de Meissen (Saxe), Mgr Legge, fut condamné « pour trafic de devises » et demeura quelques mois en prison (p. 37).

Quant aux méthodes nazies, elles constituent une synthèse puissante des moyens employés par tous les régimes dictatoriaux. Le tempérament allemand leur ajouta une efficacité sans précédent. D'autant plus que les universités s'étaient acharnées depuis cinquante ans à l'étude des problèmes de psychologie et de pédagogie. De cette adaptation, ne citons qu'un exemple, celui des chansons. Sous le nazisme, elles se multiplièrent à l'infini. Ensemble imposant, destiné à atteindre tous les milieux et à leur inspirer le nouveau style de vie. Les auteurs exploitèrent tous les thèmes : chants anti-chrétiens comme le « Schwarze Fahne » (p. 120-122), chants de dérision ou de mépris, tournant en ridicule le clergé, la vie religieuse, etc. (p. 131-132), les saints (p. 290), ou mêlant dans leur haine commune « l'infamie juive et le tas de gredins noirs » (sic) (p. 331). Méthode merveilleusement adaptée à un peuple qui aime à chanter, à se réunir pour goûter l'expression rythmique du chœur. Méthode aussi qui réussissait, plus que les plus beaux discours, à corrompre les mentalités et à les modeler graduellement d'après les principes du nouveau régime !

Pour remplacer le christianisme, Ludendorf et d'autres illuminés s'inspirèrent de la mystique du vieux paganisme allemand. Au delà de ces vagues conceptions, le nazisme ne tendait rien moins qu'à dresser en face de l'Eglise chrétienne une autre Eglise, l'Eglise nationale allemande. Un programme de trente points prévoit un clergé, un culte, un livre sacré, évidemment « Mein Kampf » ! Le baptême devient un serment des parents : ils éduqueront le nouveau-né d'après les doctrines nazies ; la confirmation se transforme en une cérémonie qui accompagne la fin de l'écolage, etc. (p. 286-288).

Sinistre tentative qui rappelle les cultes révolutionnaires, celui de la Raison ou de l'Etre Suprême, mais en moins ridicule et en plus dynamique.

Un dernier document très suggestif de la méthode nationale-socialiste. En dix paragraphes, un long rapport, « très secret » et destiné aux membres de la Gestapo du Sud-Ouest de l'Allemagne, examine le terrain de la lutte contre le christianisme et les moyens de l'anéantir. Les cinq premiers paragraphes exposent doctrines et institutions catholiques, leurs instruments de défense et d'action. Au fur et à mesure de l'exposé, le rapport indique la façon la plus concrète de les combattre. On passe ensuite à des informations sur les Eglises protestantes, la manière de les rendre inoffensives, surtout par le fractionnement. Un paragraphe traite des nouveaux mouvements religieux nationalistes ([18]), à protéger cette fois. Après avoir démontré l'illégalité des Eglises, le rapport se termine par un aperçu sur la puissance financière de l'Eglise : les terres ecclésiastiques com-

(18) Le *Mouvement de la Foi Allemande* comptait, au 1er janvier 1937, 20.000 adhérents (p. 376).

prendraient en Allemagne une superficie de un million d'hectares. Le plan de combat est quadriennal : en 1942, le christianisme sera près de disparaître ; en tout cas, il aura perdu toute influence dans l'Allemagne dévouée corps et âme au nazisme... ! (p. 360-382).

Entraîné par la lutte pour le maintien de ses œuvres, le clergé allemand ne pouvait fonder beaucoup de nouvelles organisations d'entr'aide, etc. L'une d'elles mérite cependant notre attention. Comme en Belgique, en Hollande et en France, les catholiques allemands secoururent les juifs traqués par le régime. Dans ce but, ils créèrent le « Paulus-Bund », destiné aux juifs convertis. Fondée en 1933, l'œuvre se développa au cours de la persécution. En 1937, elle entra en relations avec un comité américain chargé de faciliter l'immigration de ces judéo-chrétiens aux Etats-Unis. Effort de pure charité qui causa cependant des victimes. Un des principaux animateurs, le P. Grösser, des PP. Pallottins, mourut des suites de son emprisonnement par la Gestapo (II, p. 389-398).

Avant de narrer les hauts faits du clergé de son pays, Mgr Neuhäusler veut dissiper certains malentendus. Quelle forme de résistance trouvons-nous en Allemagne, se demande-t-il? La réponse est nette : « Il ne s'agit ici que de résistance spirituelle qui oppose deux conceptions de vie » (p. 10). Mais, comment le peuple allemand, surtout les chrétiens allemands, se sont-ils tus devant les horreurs des camps de concentration, les infamies perpétrées dans les pays occupés? Le prélat l'avoue : peu de ses compatriotes, même les plus éminents, connaissaient ces crimes. Lui-même, spécialiste des questions nazies, dut attendre son incarcération à Dachau pour en savoir quelque chose. D'où provient une telle ignorance, presque invraisemblable aux yeux du moins prévenu? Pour l'auteur, elle s'explique par le climat de terreur dont la Gestapo et le régime sont les responsables conscients. Terreur et contrainte dans tous les domaines : « chaque mot prononcé provoque un danger, jusqu'à et y compris la mort » (p. 13). Climat de division à l'intérieur : « Les catholiques du Sud ne savaient pas ce qui se passait dans le Nord ou à l'Est » (p. 14). Régime de censure, de continuelle surveillance : conversations, lettres, etc. A tout prix, la Gestapo s'était arrangée pour éviter les indiscrétions. Les prisonniers libérés se refusaient à toute déclaration, et pour cause. La moindre plainte leur aurait coûté cher (p. 19-20). D'ailleurs, les Allemands qui vécurent dans les camps de concentration, le Père jésuite Lenz, par exemple (p. 21), ne se sont pas toujours rendu compte des méfaits commis dans leur voisinage immédiat. Multipliés, spécialisés au cours de la guerre, entretenus par l'apport constant de milliers d'étrangers, les bagnes, Neuengamme, Buchenwald, Oranienburg, Bergen-Belsen, etc., n'ont pas joui en Allemagne d'une plus grande notoriété. Immense organisation du silence! Que de compromissions ne suppose-t-elle pas! Au prix de combien de lâchetés ne s'est-elle pas réalisée!

La défense, présentée par Mgr Neuhäusler, ne nous satisfait pas entièrement. Les premiers camps de concentration datent de 1934 et 1935. Comment les gens bien placés ont-ils pu ignorer durant dix ans les sévices de ces enfers? Au cours de la guerre, l'abondance de ceux-ci réussit-elle à échapper à tous les regards? Quant au silence obligé des quelques rescapés, nous y croyons volontiers, et les exemples apportés par l'auteur confirment ce que nous savions par ailleurs. Cependant, n'y en a-t-il aucun qui, dominant sa peur, confia à ses chefs religieux les horreurs dont il avait été témoin? Dans cette hypothèse, le silence de la hiérarchie est d'autant plus difficile à expliquer. Mais, ce que ne dit pas l'auteur, pareille protestation, utile pour le prestige, n'aurait produit sans doute aucun résultat. Peut-être même le sort des prisonniers en aurait-il été douloureusement aggravé.

En détaillant les événements du nouveau Kulturkampf, l'auteur ne dépasse que rarement le point de vue purement religieux : opposition de l'épiscopat, résistance du clergé séculier et régulier ; à tout prendre, les œuvres sociales et celles de jeunesse ne prennent qu'une faible part de son attention. Il n'étudie que çà et là les combats soutenus par les laïques catholiques. Il omet en particulier de nous parler de la chute du Centre catholique allemand. Or, ce puissant parti politique, qu'on le veuille ou non, formait un des meilleurs remparts de l'Eglise contre ses ennemis. Ses cadres se composaient de laïques de premier plan. Nous aurions aimé que l'auteur nous éclaire, documents à l'appui, sur les raisons qui militèrent en faveur de l'abandon du Centre par le clergé. L'Eglise, nous le comprenons, devait écarter alors les accusations réitérées de « catholicisme politique ». Cette nécessité temporaire exigeait-elle l'effacement de chrétiens dont beaucoup étaient entrés dans la politique à l'instigation de leurs pasteurs? L'auteur, croyons-nous, ne se serait pas écarté de son sujet en nous éclairant sur ce problème.

Mgr Neuhäusler ne nous dit rien non plus des négociations qui entourèrent la signature du concordat. Pourquoi la hâte mise par le Vatican à conclure ce traité? Ne pouvait-on pas, avant 1933, voir clair dans le jeu du nazisme? Aucun mot dans cet ouvrage sur le rôle joué par l'épiscopat allemand dans cette douloureuse histoire. Désira-t-il la conclusion de cet acte diplomatique? Un accord à l'amiable avec Hitler eût peut-être suffi à régler les principaux litiges, sans compromettre l'avenir. Autant de problèmes importants laissés sans solution par l'auteur.

Cette « somme » de la résistance du catholicisme allemand possède donc, à côté de ses grands mérites, des lacunes et des imperfections. L'auteur ne se nourrissait pas d'illusions. « En dépit de mes recherches et des documents recueillis, écrit-il dans son introduction, il reste en bien des points des lacunes considérables ».

Nous devons cependant remercier Mgr Neuhäusler. Grâce à lui, les catholiques de tous les pays pourront suivre pas à pas la lutte de leurs frères d'Allemagne. Puisse l'effort de l'auteur ne pas rester incompris! Puissent les souffrances de ses coreligionnaires rencontrer sympathie active! Dans un monde encore bien malade, dans une Europe qui se relève avec peine d'une terrible secousse, les catholiques, il est grand temps, doivent se reconnaître et serrer les coudes. Ils doivent spécialement aider ceux des leurs qui en ont le plus besoin. Les catholiques allemands sont de ceux-ci. Seul le christianisme peut relever une Allemagne, sans recréer le danger allemand. Mais, pour ce faire, les catholiques allemands n'ont-ils pas le droit de compter sur l'esprit de justice et de charité de leurs frères d'Europe? Que nos catholiques belges ne l'oublient pas (19)!

Le nazisme a trouvé de fermes ennemis dans le clergé catholique de Belgique, de Hollande et d'Allemagne. La Pologne, le Danemark, la France (ici, avec plus de réserves), la Grèce même, confirmeraient sans doute ce fait, difficile à contredire. Pourquoi cette résistance? Parce que le nazisme s'oppose à l'essence même de l'Eglise, du christianisme ; son universalité, son caractère surnaturel, son respect de la personne humaine et de sa liberté fondamentale, le nazisme niait tout cela.

Les livres parcourus nous rapportent plus que des condamnations verbales. Les membres de l'Eglise se sont compromis en grand nombre dans la lutte la plus concrète, comme la plus humble. Les centaines de victimes, prêtres, religieux, religieuses qui ont donné leur vie pour leur idéal, en sont la preuve immédiate. Dans les pays occupés, Belgique et Hollande, le clergé a rempli avec courage son rôle traditionnel de soutien du patriotisme. De lui, la nation, même les non-catholiques, attendait des consignes ; chez lui, elle cherchait aide et refuge. Les documents sont clairs : le clergé des deux Pays-Bas ne s'est pas soustrait à ces tâches. Il a refusé dans la pratique de rester « à la sacristie », comme le voulaient nazistes et collaborationnistes.

Un souhait final! Que les autres pays, soumis aux attaques nazies, ne tardent pas à nous raconter les actes de leur clergé, surtout à en publier les principaux documents! Sans cela, l'histoire de l'Eglise en Europe de 1940 à 1945 risque de s'atrophier et de manquer de réalisme.

Louvain. Edouard HAMBYE, S. I.

(19) A ce sujet, nous nous permettons de signaler la rencontre à Munster (Westphalie), en janvier 1947, de professeurs et étudiants catholiques et protestants. La délégation anglaise, la plus nombreuse, comptait dix-sept membres, dont onze catholiques. Pas un seul Belge, ni un seul Hollandais, quelques Français, Suisses et Danois. Cette absence de représentants de notre pays est regrettable. A moins, que l'on n'ait négligé d'inviter universités et associations d'étudiants à envoyer leurs délégués. Cfr les rapports et discussions de cette conférence publiés par la revue anglaise « The Sword », février 1947.